MIDI-PYRÉNÉES
HAUTE-GARONNE

TOULOUSE NORD PDC

SITE DE DEPOT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Sud Solidaires éducation

52, rue Jacques Babinet
31100 TOULOUSE

sudeduc31@sudeducation.org

05 62 14 66 74

www.sudeduc31.org

n°141, 0,76€

Trimestriel

Le Journal

Janvier – Février – Mars

Edito : Bulletin météo

Les prévisions météo du moment sont inquiétantes :

Un gros nuage, noir et menaçant, stagne au-dessus des écoles de Haute-Garonne : une start-up nommée « Andjaro » transforme d'ores et déjà la gestion des remplacements en gadoue dans laquelle on n'a pas envie de marcher

Un violent orage a causé de gros dégâts au lycée de Cazères : un groupuscule de lycéens, nazillons en herbe, ont eu un comportement et des propos racistes envers une enseignante. Leurs cris de singe ont gravement blessé notre collègue. Et la réponse du rectorat n'a pas été à la hauteur de la gravité de la situation. Seule la solidarité de l'équipe et l'action collective ont ramené quelques rayons de soleil sur le bahut.

Un cyclone nommé « Mixité sociale » a entraîné la fermeture du collège Raymond Badiou et s'approche maintenant de celui de Bellefontaine. La menace ne semble pas vouloir s'éloigner : le quartier tout entier, imaginé par l'architecte Candilis, est menacé par une nouvelle tornade : la gentrification.

- p.2 : suite de l'édito
- p.2 : "kill him Andjaro"
- p. 3 : le racisme à l'école, c'est non !
- p.5 : de quoi "Mixité sociale" est-elle le nom ?
- p. 10 : L'armée à l'école : petit guide pour comprendre et éradiquer un fléau multi-centenaire
- p. 14 : mobilisons-nous pour une semaine d'action contre la dissolution du Collectif Palestine Vaincra
- p. 14 : compte-rendu de la conférence de Saïd Bouamama

Solidaires Unitaire Démocratique CPPAP 0621S07934
Directeur de publication: Guillaume Ceugniez déposé le 30/03/2022

imprimé par nos soins

Suite de l'édito

La sécheresse des politiques éducatives de ces dernières années a favorisé l'apparition d'un étrange virus qui provoque chez les élèves une « fièvre kaki systémique » particulièrement inquiétante. On cherche un remède efficace…

Une forte vague venue du ministère de l'intérieur s'acharne sur les militant.es et les collectifs solidaires, tel le « Collectif Palestine Vaincra » de Toulouse, dissout peu de temps après une menace sur le média alternatif « Nantes révoltée » et juste avant celle du GALE, groupe anti-fasciste lyonnais !
Et que dire de la pluie de bombes qui s'abat actuellement sur l'Ukraine, certaines portant la mention « fabrication française » ?

Et le retour du printemps, c'est pour quand ?
Il est déjà un peu là… quand des collègues refusent d'obéir. Quand des architectes font front commun avec les habitant.es du quartier du Mirail menacé de démolition. Quand les jeunes refusent de marcher au pas et préfèrent manifester bruyamment contre le racisme et l'extrême-droite. Quand la solidarité est une évidence. Quand des militant.es s'organisent collectivement pour redonner au quotidien les couleurs du printemps… Et voilà qu'il arrive enfin ! Profitons-en pour réécrire un nouveau bulletin météo et changer radicalement le cours du temps.

"kill him Andjaro"

« Andjaro » est le nom d'une start-up qui aide au management des remplacements dans les entreprises. L'éducation nationale utilise déjà cette plateforme depuis 2021 mais la Haute Garonne vient de la mettre en place de manière expérimentale. On sait très bien que l'expérimentation va devenir pérenne, on sait très bien que l'éducation nationale va nous dire que ça fonctionne mieux et très bien.

Pour tuer son chien, on L'accuse d'avoir La rage...

« Andjaro » est décrite par ses fondateurs Quentin Guilluy et Ivan De Ponteves sur leur site internet comme permettant de « fluidifier les prises de décision, décloisonner l'information et améliorer la réactivité des remplacements ». Ils poursuivent « les remplacements de personnel lors d'absences seraient ralentis par les facteurs suivants :
- Les lourdeurs administratives
- Le cloisonnement des circonscriptions
- Un manque de visibilité sur le personnel disponible »

Sans parler du blabla sur l'économie pour l'entreprise qui pourra ainsi optimiser ses remplacements ainsi que celui sur le bien-être et le pouvoir d'achat des travailleur-ses qui réduiront ainsi leurs temps de trajet pour leur prise de fonctions.

Il s'agira pour l'éducation nationale de rechercher dans son vivier de remplaçant-es le personnel adéquat en indiquant la période, le lieu de travail et les compétences dans « Andjaro ».
Sauf qu'en réalité, le problème n'est pas la gestion des personnels mais le manque de moyens humains c'est à dire le manque de personnels enseignants et administratifs. 3 circonscriptions de Toulouse sur 5 étaient gérées par une seule personne pour les remplacements !!
L'éducation nationale fait donc le choix de payer une start-up privée à défaut d'embaucher du personnel. Elle privilégie le secteur privé à son propre service public ! Il s'agit encore de privatiser un peu plus l'école.

Déshumanisation

L'éducation nationale rentre ainsi, au même titre que différents services publics, dans la déshumanisation de la gestion de ses personnels ou de ses compétences. Finis les coups de téléphone à la cellule de remplacement, à la circonscription ou à l'IEN, tout se fera via une interface. Il n'est pas question de revenir à la bougie mais l'outil informatique est à questionner, en l'état actuel il reste un outil au service du capitalisme. Cette gestion « en temps et en heure », à flux immédiat, sera à court terme un automatisme pour les personnels, une énième pierre à l'édifice de la réponse immédiate et de la disponibilité permanente via le téléphone portable. En effet, les remplaçant-es devront cliquer pour valider leur mission soit sur le mail envoyé par la plateforme sur la boite professionnelle « ac-toulouse », soit sur le SMS envoyé par la plateforme sur le téléphone personnelle, soit sur l'application téléchargeable. N'oublions pas que le droit à la déconnexion existe.

Sud Éducation 31-65 appelle tous-tes les enseignant-e-s à demander, par simple mail à leur gestionnaire, de retirer leur numéro de téléphone s'il est sur I-PROF. Le numéro de téléphone est une donnée personnelle qui n'est pas indispensable.
Sud Éducation 31-65 rappelle qu'il n'y a aucune obligation de communiquer son numéro de téléphone ou son mail personnel à l'administration, seule l'adresse postale est obligatoire. D'ailleurs, nous ne sommes pas obligé-es d'avoir un smartphone, un téléphone portable, ni même internet ou un ordinateur chez soi !
Concernant l'adresse professionnelle « ac-toulouse », elle est la propriété de l'éducation nationale, nous déconseillons même de transférer les mails reçus sur cette boite professionnelle sur les boites personnelles car de fait, elle enregistre l'adresse personnelle.

Le racisme à l'école, c'est non

7 février, lycée Martin Malvy à Cazères.

7h30 ça s'agite en salle des profs, nous préparons un débrayage pour protester contre l'insulte raciste subie par une collègue : des cris de singe dans le couloir.
Depuis le début de l'année, les élèves agresseurs ont multiplié les provocations : saluts nazis en sortant de classe et au foyer, références à Adolf Hitler et à Zemmour, demande de Mein Kampf au CDI, musique militaire nazie…
Explications, sanctions, convocations multiples n'ont pas arrêté l'entrain des jeunes nazillons. Alors là, trop c'est trop, la collègue a craqué et l'ensemble des collègues a manifesté sa solidarité par un débrayage, des affiches partout dans le lycée, des badges confectionnés maison, une lettre aux élèves, une lettre au recteur qui vient apporter son soutien à la direction de l'établissement et à la collègue.
Nous demandons à être reçu-e-s tou-te-s ensemble par le recteur. Il dit niet, pas très élégamment d'ailleurs, il a autre chose à faire. Nous ne sommes que deux à le rencontrer. Lui est trois. Dont un Monsieur Valeurs de la République et une dame dont on ne saura jamais pourquoi elle est là…

Où l'on apprend quelques petites choses utiles

En fait, il existe depuis le Grenelle de l'Éducation un « carré régalien » dans chaque rectorat. Qu'est-ce que c'est ? Eh bien il s'agit d'un carré avec 4 angles, chaque angle a une équipe spécialisée et réactive sur l'un des 4 sujets suivants :
- valeurs de la République,
- radicalisation,
- violences,
- harcèlement.

Bon, « régalien » , on voit pas trop ce que le roi vient faire ici, ça fait pas trop républicain.
En tout cas, on apprend lors de l'entrevue avec le recteur que s'il vient, c'est pas parce qu'on est une équipe soudée et vraiment super, mais parce qu'il doit le faire : lorsque le rectorat est saisi d'un incident grave comme les cris de singe en question, un personnel d'une des 4 équipes doit prendre contact dans les 48h avec l'établissement, proposer son accompagnement et son soutien juridique.

Racisme à double couche

Le Monsieur Valeurs de la République accompagnant le recteur reste ensuite nous faire un discours long comme un jour sans pain tout en nous répétant que nous sommes les experts de la situation. Jamais il n'écoutera ce que nous avons à dire. Pire, il semble réutiliser pour la circonstance le prêt-à-penser élaboré pour lutter contre l'islamisme au sein de l'Éducation nationale, avec le vocabulaire « radicalisation », « atteinte à la laïcité » qui sème une forme de confusion dans nos têtes : les rapprochements qu'il établit entre les propos racistes à l'encontre de notre collègue, clairement anti-noirs, et des propos d'enfants musulmans signalés comme des atteintes à la laïcité rajoutent même du racisme au racisme. Comme si l'école publique n'avait qu'un seul ennemi : les enfants musulmans. Ces amalgames non seulement sont des empêcheurs de penser la réalité du racisme existant mais également dangereux : ils entretiennent un état d'esprit suspicieux à l'égard d'une certaine catégorie d'élèves jugés d'avance en nous rendant aveugles aux violences racistes réelles.

La même personne revient une semaine plus tard nous expliquer ce à quoi nous allons avoir droit, chanceux/euses que nous sommes : la fameuse formation sur Laïcité et valeurs de la République obligatoire pour tous les agents de la fonction publique et des ateliers à destination des élèves sur… l'antisémitisme. Car selon, lui, les provocations nazies sont antisémites. Et il nous faut rappeler que le nazisme a eu plusieurs cibles : les Juifs, les Tsiganes, les noirs, les homosexuels, les communistes, les malades mentaux… « Les élèves vont avoir des ateliers sur les discriminations, ils sauront transférer. » nous est-il répondu.

Les attaques de Blanquer et Vidal contre « l'islamo-gauchisme » à l'université ou même contre les pratiques antiracistes de Sud Education 93 ont largement freiné la diffusion des recherches et des idées sur le racisme et le colonialisme, dont nous aurions pourtant bien besoin pour travailler avec nos élèves à l'école.

Une seule solution : un antiracisme solide et autogéré !

Il nous reste la bonne volonté collective pour faire face à l'influence des idées d'extrême-droite parmi nos élèves et plus globalement au racisme ordinaire largement présent à l'école comme dans l'ensemble de notre société.

Au lycée de Cazères, en tout cas, la mobilisation collective a soulagé la collègue mise à mal, ouvert des espaces de discussion sur le racisme avec les élèves et entre personnels et enclenché du travail pédagogique sur le sujet. Par ailleurs, des sanctions disciplinaires ont été prononcées et des plaintes déposées à la gendarmerie, par la collègue et par la cheffe d'établissement.

Mais les réponses répressives ne suffiront pas et il nous faut mener un véritable travail d'autoformation syndical et pédagogique pour être à la hauteur des enjeux. La route est longue car le mal est profond…

De quoi "Mixité sociale" est-elle le nom ?

Le Mirail à Toulouse est depuis quelques années le champ d'une expérimentation concernant l'école. Sa mise en œuvre au pas de charge illustre le mépris des décideurs envers les habitants de ce quartier populaire.

Un peu d'histoire

En 1981, la proportion d'enfants étrangers ou non francophones devient un critère permettant de définir une « Zone d'Education prioritaire » (ZEP). L'idée est de répondre aux besoins nécessaires pour les apprentissages.
Pourtant dès 1989 même la Division d'Evaluation des prospectives (DEP, ministère de l'EN) doit reconnaître que c'est la catégorie socioprofessionnelle qui a une influence prépondérante sur les apprentissages.

Les trop faibles moyens mis en œuvre par l'état, les stratégies d'évitement développées par les familles favorisées et la lente résurgence des idées xénophobes font progressivement de l'éducation prioritaire la cible de multiples critiques : « Gestion de classe difficile », « niveau scolaire catastrophique », « manque d'engagement des parents »... Très vite, un lien se construit entre immigration, différences culturelles et difficultés d'apprentissages.

L'abandon des emplois aidés, les discriminations à l'embauche, la suppression de la police de proximité et la multiplication des violences policières, les expulsions permises par l'Agence de « rénovation urbaine » avant toute rénovation dans les quartiers les plus défavorisés expliquent la révolte populaire de 2005. Pouvoirs institutionnels et médias reportent le discrédit qui touche le territoire des banlieues sur la population qui l'occupe. L'école même est emportée dans le mouvement.
Une fiche de recrutement Education Nationale de 2011, pour un poste de principal adjoint dans un collège du Mirail, décrivait ainsi le « contexte de l'établissement »: « ... Collège situé au bas des tours dans un univers « dégradé ». Banalisation des actes délictueux... Forte concentration ethnique et religieuse proche de la ghettoïsation. Important repli communautaire. »

Après 2015, c'est le déchaînement contre les quartiers dits « ghettos » qu'il s'agit de mettre au pas.
L'arme fatale sera la « Mixité sociale », un concept fumeux porté par une machine de guerre médiatique, le CNESCO (conseil national d'évaluation du système scolaire, mis en place début 2014).

Les habitants des quartiers populaires sont considérés comme différents et donc potentiellement dangereux. On les stigmatisent en les suspectant de développer des « économies parallèles », de s'enfermer dans des « communautarismes », de fomenter des « séparatismes ». L'idée de « mixité » présentée comme une main tendue pour un mieux vivre et déclinée à toutes les sauces, « scolaire », « sociale », « ethnique », fonctionne comme autrefois celui d'intégration.

« La ségrégation sociale est une bombe à retardement pour la société française. Ce séparatisme social et scolaire à l'école explique les difficultés de l'Education prioritaire depuis 30 ans. Malgré les moyens, tout à fait nécessaires, distribués dans le cadre de cette politique de compensation territorialisée, malgré l'implication des équipes pédagogiques, ces établissements qui concentrent les élèves à risque sont affectés de plein fouet par les effets dévastateurs de la ségrégation scolaire. » CNESCO (2015).

« La ségrégation sociale est une bombe à retardement pour la société française. »
Conseil Départemental 31 (2016)

En 2016, sur injonction ministérielle, le conseil départemental 31 et le rectorat de Toulouse prennent leur part dans la désignation d'un ennemi intérieur : Afin d' « améliorer la mixité sociale », deux collèges toulousains du Mirail (Raymond Badiou et Bellefontaine) fermeront progressivement et les élèves seront répartis dans des établissements d'accueil plus « favorisés ». Les deux établissements seront détruits puis reconstruits en périphérie des quartiers concernés, dits « sensibles ».

Les médias nationaux et régionaux et, malheureusement, les syndicats majoritaires « représentatifs » de l'EN comme les grandes fédérations de parents d'élèves succomberont aux sirènes des « experts » du CNESCO et du Conseil Départemental, à leurs conférences internationales (où l'enseignement privé n'est pas oublié) et leurs parodies de « réunions de dialogue citoyen».

L'enjeu, martèle Nathalie Mons, la sociologue présidente du CNESCO, c'est d'arriver à faire prendre conscience à tous des bienfaits de la mixité. «Tous les parents, même de milieu favorisé, ont intérêt à ce que leur enfant soit dans des classes mixtes. Comment voulez-vous sinon qu'il s'adapte plus tard en entreprise, et dans la société, s'il n'a côtoyé que des élèves de milieu aisé ?»

Pendant 4 ans, de 2016 à 2020, les personnels du Collège R. Badiou et l'Assemblée des parents/enseignants/habitants du quartier Reynerie se sont opposés à la fermeture de l'établissement en multipliant les rencontres avec les institutionnels, les participations critiques aux réunions d'information, en activant une pétition en ligne (1), en organisant des manifestations, des porte-à-porte, en recevant les soutiens des Motivés ou d'Alain Badiou.

Tout cela n'empêche pas le Conseil Départemental de Haute Garonne et le rectorat de Toulouse de dérouler les étapes de leur « projet de renforcement de la mixité sociale » avec tout le mépris envers les parents, leurs enfants et les équipes pédagogiques que permet une « parole libérée des tabous » :

Alors que toutes les expériences de busing ont été des échecs partout dans le monde, les enfants de la Reynerie, sont transportés dans des bus pour se rendre chaque jour dans leur nouveau CLG d'accueil, plus « favorisé », avec l'étiquette « enfants de la mixité ».... Des horaires par ailleurs incompatibles avec nombre d'activités périscolaires. Des distances interdisant aux familles une réelle implication dans le suivi de leurs enfants (une principale d'un des CLG d'accueil a même proposé ingénument la mise en place de « parents tuteurs » !)
Pour justifier cette nouvelle sectorisation imposée, un membre du cabinet de M. Méric affirme qu'elle est nécessaire pour « rétablir des conditions de vie républicaines » (2) !
Lorsqu'on demande au Conseil Départemental ou au Rectorat d'imaginer une « Mixité sociale » où l'on imposerait aux familles de secteurs plus favorisés d'envoyer leurs enfants dans des collèges plus éloignés, ils répondent que cela se traduirait par des inscriptions massives vers les collèges privés... Evitement que les familles du quartier Reynerie peuvent difficilement se permettre.
Lorsqu'on demande au rectorat (lors d'une réunion qui a débuté par « Tout le monde parle français ? » !) de citer les références sur lesquelles il s'appuie pour mettre en œuvre ce projet, on s'entend répondre : « On n'est pas là pour parler philosophie».

(1) Contre la fermeture du collège Raymond Badiou dans le quartier de la Reynerie
(2) Propos tenus lors d'un entretien avec un membre du cabinet du Président Méric.
Sarah Conquet « Améliorer la mixité sociale dans les collèges haut-garonnais »
Sous la direction de Mariette Sibertin-Blanc. Université Toulouse 2 Jean Jaurès.

En 2017 la cour des comptes dresse un bilan sévère contre le CNESCO (... « C'est plus le registre de la participation des « parties prenantes » que celui d'un appui scientifique et méthodologique qui a été privilégié»...).
En 2018 le CNESCO devient une simple « chaire académique » chargée d'organiser des conférences, intégrée au CNAM. En 2019 il est remplacé par un « conseil d'évaluation de l'école ».
En 2021, l'Académie de Toulouse et le Conseil Départemental de la Haute Garonne rendent enfin public, à travers un dossier de presse, un pseudo bilan de leur dispositif MIXITÉ SOCIALE dans les collèges. Ce bilan ne concerne que 100 élèves, sur 124 affectés dans les CLG d'accueil chaque année. Que sont devenus les 20% manquants ? Par ailleurs, le bilan vante des « résultats encourageants » au brevet. Ils sont en fait INFERIEURS à ceux obtenus par les élèves scolarisés au CLG R. Badiou sur au moins 10 ans avant sa fermeture ! De même pour les résultats concernant l'orientation après la 3ème.

Malgré les contre vérités et une caution intellectuelle (le CNESCO) publiquement désavouée, ce bilan est abondamment relayé par les médias nationaux, sans aucune lecture critique. Le dispositif est même présenté comme une alternative à la politique de l'éducation prioritaire.

« Casser les ghettos scolaires, c'est possible. Une expérimentation de mixité sociale qui a soulevé des réticences, mais les résultats sont là. » (Libération le 03 11 2021)
« Le dispositif de « mixité sociale » dans les collèges toulousains jugé satisfaisant » (Le Monde 08 10 2021)
« Le bilan positif de la mixité dans les collèges. Le CNESCO pourrait faire de cette expérience un référentiel national» (La Dépêche du midi 07 10 2021)
« Au collège Reynerie : Ces élèves méritaient mieux que le ghetto » (La Dépêche du midi 10 12 2021)

2022. La Lutte continue.

Fin 2021, le syndicat SUD Éducation 31-65 (3) et l'Assemblée des parents/Enseignants/Habitants (4) mettent en ligne des droits de réponse qui réfutent point par point les fameux « résultats encourageants » du bilan. Ils dénoncent les méthodes violentes utilisées pour la mise en œuvre du dispositif et le constant dénigrement du travail réalisé par les personnels du collège R. Badiou.
Ils rappellent aussi l'attachement des parents à une école de proximité (« un quartier, une école »), dotée des moyens nécessaires à des apprentissages de qualité pour leurs enfants. Contre la mise en concurrence des enfants, des établissements, des personnels, l'école ne doit pas être le lieu de « l'égalité des chances », mais celle de « l'égalité des droits ».
D'autres syndicats confirment leur opposition ou commencent à exprimer leurs doutes lors des derniers conseils départementaux de l'éducation nationale. (5)

Imaginer que les enfants pauvres vont « naturellement » profiter dans leurs apprentissages du contact des enfants riches par simple côtoiement est une lamentable déclinaison de cette pseudo « théorie économique du ruissellement » qui estime qu'une politique favorisant les revenus des plus riches, notamment par une réduction de leurs impôts, profite à toute l'économie. (Assemblée des parents / enseignants / habitants)

En février 2022, un rapport d' « évaluation du plan d'amélioration de la mixité sociale dans les collèges haut-garonnais », est rendu public.
En fait c'est une enquête de type participatif produite « dans le cadre d'une thèse en sciences de l'éducation et de la formation et une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE), cofinancés par l'Association Nationale Recherche et Technologie (ANRT dont le président est le PDG du groupe Thalès) et le Conseil Départemental de la Haute-Garonne »

(3) Dispositif « Mixité sociale » et fermeture des collèges Reynerie et Bellefontaine à Toulouse : réponse de Sud Education 31-65 au bilan du Conseil Départemental.
(4) Assemblée Parents Enseignants Habitants. Bilan de l'expérimentation « Mixité sociale »
(5) Déclaration de la FNEC-FP FO 31 au CDEN du 30 novembre

« Cette évaluation n'a pas été construite à partir d'un point de vue strictement scientifique... Elle ne se situe pas dans les champs du contrôle et de la mesure... Elle doit permettre la mise en place des ajustements considérés comme nécessaires par les acteurs directement concernés et une plus grande capacité des organisations à coopérer efficacement ». Tout est dit.

A l'image des « conférences internationales » du CNESCO, du « bilan » du Conseil départemental, cette nouvelle « évaluation » a pour but de légitimer la fermeture de deux collèges populaires.
Ainsi, aucune allusion n'est faite bien sûr aux résultats décevants obtenus par la première cohorte d'élèves issus du dispositif au brevet des collèges 2021. Par contre on y trouve d'édifiantes préconisations. Par exemple : « le temps de transport (qui) peut être utilisé pour terminer ses devoirs ou pour finir de réviser avant une évaluation... Lumières allumées, Absence de musique, Tablette rabattable pour poser ses cahiers ou ses classeurs »...
Quelques perles traduisent les doutes de l'universitaire.
Elle constate et regrette l'absence de convention de partenariat entre les différents acteurs du projet mixité (CD, EN, Région, ...) : « ... poursuivre sans une convention de partenariat claire et qui garantisse les conditions d'échange de données, d'investissement dans les moyens et d'évaluation ne paraît pas cohérent au regard des moyens humains et matériels engagés par l'ensemble des partenaires et au regard de l'adhésion des familles. »
Concernant l'attachement des familles scolarisant leurs enfants au CLG Badiou, établissement de proximité, elle reconnaît : « En 2016, 411 élèves (tous niveaux confondues), sur les 639 destinés à effectuer leur scolarité au collège Badiou, rejoignirent ce collège, soit un taux de respect de 64% clairement supérieur à la moyenne toulousaine. »
Inversement, à propos du respect de la sectorisation par les familles aisées scolarisant leurs enfants dans les établissements d'accueil, jusqu'alors dans l'entre soi social, elle note que « Le collège Pierre de Fermat connaît un infléchissement de sa dynamique » ...
Enfin, dans une dernière réflexion, conclusion du rapport, la doctorante ne peut qu'alerter sur l'impasse que représente ce « dispositif mixité sociale » : « ... nous devons toutefois veiller à vérifier dans la durée ses effets sur les élèves issus des secteurs REP+. Autrement dit, que ces élèves ne soient pas dans l'obligation de devoir composer avec les stéréotypes qui les menacent, et que ne soit pas ignoré ce qui les spécifie en tant qu'individus au profit de ce qui les spécifierait en tant que groupe présumé, à savoir : le groupe des élèves vivant au Mirail. »

Début 2022, les parents de Reynerie s'inquiètent de savoir si leurs enfants auront accès, comme promis, aux deux nouveaux collèges (St Simon et Guilhermy) nouvellement construits en périphérie du quartier. Une pétition largement signée par les parents d'une école parvient même au Conseil Départemental. Lors d'une « réunion de concertation citoyenne » le CD confirme la réception de la pétition... et annonce sèchement aux parents présents qu' « il n'en a pas tenu compte ». Il annonce que seuls certains élèves d'une seule école primaire du quartier pourront être affectés... dans le CLG le plus éloigné. Il refuse de donner le nombre d'élèves du quartier qui pourront prétendre à cette affectation. L'immense majorité des élèves du quartier continueront donc à être déplacés quotidiennement dans les CLG d'accueil du dispositif « renforcement de la mixité sociale ».
Ce nouveau refus de laisser accéder « trop » d'enfants des classes populaires à un CLG de proximité fait écho aux commentaires sans complexes de Jacques Caillaut, (DASEN) en 2017 : «Il est possible que le collège qui sera construit, pour remplacer celui de Raymond Badiou, ne soit pas classé Rep du fait que l'établissement ne soit plus éthnisé ».

Les Réseaux d'Éducation Prioritaire sont ainsi la cible des liquidateurs libéraux de l'Éducation Nationale et des pourfendeurs du « séparatisme ».
Les moyens alloués aux établissements Rep sont qualifiés de « supplémentaires », et leur suppression devient source d'économie. La dispersion des enfants est orchestrée par l'indice de positionnement social (IPS). Suivant sa valeur plus ou moins élevée, il permettrait de savoir si les élèves sont en moyenne issus d'un milieu social plus ou moins favorable aux apprentissages !
La sectorisation est l'outil qui obligera ensuite les enfants d'un établissement dont l'IPS est jugé trop faible à en changer et les éloignera de leur quartier.
Les maigres moyens autrefois destinés aux Rep seront répartis entre les établissements suivant leurs IPS.
Enfin les futures « Cités Éducatives », mises en place dans les quartiers défavorisés avec les collectivités territoriales, se chargeront « de projeter les enfants en dehors de leur quartier ».

L'école voulue « inclusive » mais avec moins de moyens ne peut évidemment pas répondre aux difficultés d'apprentissages. La mise en compétition des personnels et des établissements rêvée par le très libéral président-candidat ne pourra que pousser à l'exclusion des enfants des quartiers populaires (trop « ethnisés » ou trop « pauvres ») qu'une dispersion géographique autoritaire aura déjà invisibilisés parce qu'« indésirables ». La « mixité sociale » apparaît pour ce qu'elle est : Un contre-feu autoritaire destiné à éteindre les révoltes des plus démuni.e.s.

Le CLG R. Badiou n'est pas le seul bâtiment du quartier Reynerie à devoir disparaître. Un vaste plan de « rénovation urbaine » de la Métropole de Toulouse menace les immeubles construits par l'architecte Candilis. Début 2022, un communiqué commun (initié par l'Assemblée et un collectif d'architectes, soutenu par de nombreuses associations et organisations) demande un moratoire sur les destructions prévues de logements HLM (de qualité exceptionnelle et très facilement adaptables aux nouvelles normes) et propose l'ouverture d'un concours pour un projet de rénovation. (6)
Durant cette période, le communiqué exige que les locataires encore présents dans les immeubles concernés soient traités avec respect et considération.
En effet, outre les gâchis financier, écologique et architectural, DETRUIRE représente un gâchis humain considérable : cela détruit une vie sociale très forte, des liens de solidarité et d'entraide tissés tout au long de dizaines d'années.
Comme le dit un habitant de Bellefontaine à propos des chibanis : « S'ils quittent le quartier, c'est la fin », par perte de la vie sociale, par éloignement de la famille et des amis.
Mais comme le dit aussi un habitant de Reynerie : « Ici, le centre ville est à portée de métro. Les terrains du Mirail valent de l'or. Pour certains, le problème, c'est les pauvres qui habitent dessus ».

(6) Communiqué commun : Pour une rénovation des immeubles Candilis du Mirail sans démolition, sans spéculation et dans le respect des habitants !

L'armée à l'école : Petit guide pour comprendre et éradiquer un fléau multi-centenaire

- Docteur, je ne comprends pas, mon enfant est rentré de l'école avec plein de petites tâches kaki sur le corps, est-ce grave ?
- Mmh, je vois, ça a tout l'air d'être une « fièvre kaki systémique », autrement appelée la « bidassite aigüe ». Nous avons du mal à nous départir de ce fléau ! Mais ne vous inquiétez pas ; ça peut se guérir !

Historique des grandes vagues de contamination

On dit de ce mal qu'il est vieux comme l'État, peut-être échappé d'un laboratoire de la Troisième République quand Jules Ferry annonçait en 1881 : « Nous voulons pour l'école des fusils ! Oui le fusil, le petit fusil que l'enfant peut manier dès l'école ; dont l'usage deviendra pour lui chose instructive ; qu'il n'oubliera plus, et qu'il n'aura plus besoin d'apprendre plus tard. Car ce petit enfant, souvenez-vous en, c'est le citoyen de l'avenir, et dans tout citoyen, il doit y avoir un soldat toujours prêt ». Ou alors, l'année suivante, lorsqu'il crée les bataillons scolaires… En tout cas, la forme moderne de cette fièvre semble surgir à partir des années 80, lorsque le PS et sa suite mettent en place différents protocoles accélérant la contamination dans le monde éducatif. On pense notamment aux protocoles :
- Hernu/Savary de 1982
- Chevènement/Jospin de 1989
- Alliot-Marie/De Robien de 2007
-Défense/Education relatif aux ERS (Établissements de Réinsertion scolaire) de 2010
- Vallaud-Belkacem / Le Drian de 2016

Concrètement, qu'ont déclenché ces vagues successives de « protocoles armée-école » ? La mise en place par l'armée de formations continues pour les enseignant.es, la venue de militaires au sein des écoles, collèges et lycées pour proposer aux élèves de faire carrière dans la marine ou les commandos, l'invitation faite aux enfants de monter dans des chars d'assaut (Dassault ??), à visiter des bases militaires, à admirer des Mirages 2000, à enfiler des casques pour visiter un sous-marin nucléaire d'attaque…
Mais ce n'est pas tout, il faut avoir en tête d'autres événements historiques qui ont favorisé la diffusion de ce mal sournois et de cette épidémie rampante :
- en 1997, on croyait avoir fait un grand pas vers une guérison collective lors de la mise en sommeil du service militaire obligatoire. Malheureusement, celui-ci a muté vers une forme plus insidieuse qu'on nomma « Journée défense et citoyenneté » (JDC), ou à partir de 2011 : « Journée d'appel de préparation à la défense » (JAPD).
- souvenons-nous également du variant « *cadet de la défense » : « une découverte des armées et de leurs métiers. Le programme comprendrait plusieurs demi-journées par mois au sein d'une formation militaire ainsi qu'un camp d'été de quelques semaines.* ». Des animations conjointes entre des militaires et des enseignant.es volontaires sont proposées au même titre que l'option foot le mercredi après-midi. Au programme de cette option faussement sanitaire « pour un esprit sain dans un corps sain », la participation à une cérémonie de levée des couleurs et d'hommage aux morts, une séance sur les batailles et la stratégie militaire, la connaissance des nouvelles formes de guerre, etc. Une véritable formation militaire en somme !
- Et comment oublier également les CDSG (Classes Défense et Sécurité Globale) : « les CDSG offrent des temps de rencontres et d'activités avec des militaires pour donner aux élèves des repères pour comprendre la défense et la sécurité nationale, à travers ses acteurs et ses enjeux, son histoire, sa mémoire et son patrimoine. Elles contribuent également à la construction des parcours éducatifs (citoyen, avenir, artistique et culturel, et de santé) de chaque élève. Les CDSG sont l'un des dispositifs majeurs du plan égalité des chances du ministère des armées. Elles participent au lien armées – jeunesse ».

Ces classes sont notamment responsables du triste épisode d'Arcis-sur-Aube où une classe de 4° a dû subir un diaporama présentant le parcours d'un officier de liaison dans l'armée britannique… Ou encore, ce drame de 2016 à Lyon où des élèves en CAP Vente ont été victimes d'un jeu de piste géant encadré par des militaires afin de découvrir « le leadership et la prise de décision en situation de crise » en « faisant face à des situations insurmontables». Et que dire de cet « atelier de découverte » en 2015 en Moselle, au cours duquel des écolier-e-s s'étaient retrouvé-e-s avec de vrais fusils d'assaut entre les mains ! Tout ceci pour arriver à la dernière mutation de grande ampleur à laquelle nous sommes confronté.es en ce moment : le SNU (Service National Universel).

Les dérives des partenariats École-Armée auraient dû nous alerter depuis longtemps sur la gravité de l'infection militariste au cœur du système éducatif.

Pathologie et diagnostic de l'embrigadement

Comment analyser cette volonté récurrente de l'État, depuis tant d'années, de vouloir à tout prix inoculer aux plus jeunes l'idée selon laquelle s'entre-tuer pour un chef, une frontière ou un drapeau aurait une quelconque noblesse ? Les symptômes permettant de reconnaître et de diagnostiquer cette « fièvre kaki systémique » ne sont pas toujours faciles à reconnaître. Tentons d'y voir plus clair et passons au scanner politique cette volonté de mise au garde-à-vous de la jeunesse.

Ces partenariats malsains entre l'école et l'armée n'ont rien de bénin. La France « Black Blanc Beur » de 1998 a vécu pour laisser place à un racisme bien plus décomplexé et assumé de la part de l'ensemble, ou presque, de la classe politique. Nous assistons, depuis des années, à un fort repli identitaire de la société française, qui fantasme toujours plus d'ennemis extérieurs et intérieurs. Dans ce contexte politique, les tensions sont parfois vives et l'Éducation nationale n'est pas épargnée par les conséquences de cette militarisation toujours plus forte.
L'offensive idéologique sur les « valeurs de la République » permet aux gouvernements successifs de mettre au pas toute volonté de contestation. La manœuvre est habile : tou.tes ceux et celles qui ne sont pas d'accord avec les « valeurs de la République » sont de fait anti-républicain.es. Nous assistons donc, en particulier depuis les années Blanquer, à une véritable chasse aux sorcières. Nous le constatons régulièrement avec des sanctions envers des collègues après des mouvements de lutte et de grève. Et les personnels ne sont pas les seuls concernés. La gangrène de la répression touche aussi les élèves qui sont très régulièrement agressé.es par la police avec des gaz lacrymogènes ou des tirs de flashball. Personne n'a oublié « la classe qui se tient sage », des dizaines de jeunes de Mantes-la-Jolie mis.es à genoux, les mains sur la tête. Non seulement la police effectue ce jour-là une action d'une violence extrême face à des mineur.es, mais en plus les flics présent.es rigolent de cette intervention. Ce manque de discernement, ces humiliations volontaires sont alarmantes et révélatrices de la violence systémique qui gangrène la société dans ses administrations. Ce sont le plus souvent les jeunes des quartiers populaires qui sont la cible de ces politiques. Le fantasme de l'ennemi intérieur permet aux gouvernements de justifier ces actes de répression sans que la société ne s'en émeuve plus. Ceci en totale corrélation avec la propagande idéologique que nous subissons quotidiennement concernant la grandeur de la Nation, la défense de la Patrie, la place de la France dans le monde.

Le résultat du scanner politique est déjà très inquiétant. Celui de la radiographie idéologique n'est pas plus rassurant ! En effet, le fléau de la fièvre kaki n'atteint pas la jeunesse que dans son corps mais tente de s'insinuer insidieusement dans sa tête à grands renforts de propagandes

Comment ne pas s'inquiéter de la main-mise toujours plus grande de certaines multinationales liées à la vente d'armes sur les éditions de manuels scolaires ? Vincent Bolloré, via son groupe, est en passe de racheter Hachette, alors qu'il est déjà propriétaire d'Editis. Il deviendrait ainsi, dans ce secteur de l'édition, propriétaire de 84% du parascolaire et de 74% du scolaire. Au-delà du très important problème de propagande insidieuse que cela pose, Bolloré est également lié à l'armée française par les contrats de ses différentes entreprises dans la logistique militaire de l'armée française, notamment en Afrique. De ce fait, sa maîtrise du monde de l'édition en France, et en particulier dans le domaine scolaire, pose la question des messages qui seront transmis aux élèves au travers des manuels scolaires. Pour rappel, Bolloré est également propriétaire de Canal+, Cnews, C8, de nombreux journaux (magazines de Prisma Media, JDD, Paris Match). Y a t-il un espace d'expression que Bolloré ne compte pas racheter ? Nous citons Bolloré mais nous pourrions également citer d'autres groupes présents dans ces domaines.

Le contexte international actuel est lourd de dangers : guerres et fortes tensions internationales, sur fond de « dissuasion nucléaire » aussi nommée « équilibre de la terreur », pandémie qui court toujours du fait de politiques de santé désastreuses et de business des labos pharmaceutiques, montée des idées brunes et retour de l'extrême-droite dans trop de pays, y compris cette prétendue « Douce France » qui est pourtant gravement malade : pendant que la police veille au maintien de l'ordre dans les quartiers populaires et que la répression s'abat sur les militant.es, la patrie s'honore d'être le troisième marchand d'armes du monde, des grandes entreprises françaises réalisent de juteux profits en armant tous les belligérants sans distinction mais surtout ceux qui ont de la thune, les interventions militaires de l'impérialisme français dans ses ex-colonies d'Afrique tout comme dans ses colonies actuelles (massacre de kanaks à la fin des années 80, RAID et GIGN dans les Antilles en 2021), sèment le chaos…

Le diagnostic n'est vraiment pas bon. Heureusement, des traitements efficaces existent. À nous de soigner, réparer et reconstruire une école émancipatrice dans une société solidaire !

Combattre l'embrigadement idéologique et l'impérialisme fauteur de guerres :

Il existe plusieurs façons de se prémunir contre ce mal, des gestes simples, au quotidien, permettent de se tenir à distance de cette fâcheuse bidassite aigüe ! Mais sachons que la prophylaxie ne fonctionnera que si nous sommes le plus grand nombre à la tenir !

- **appeler à refuser le SNU et la mise au pas de la jeunesse** : Dés les années 80, la résistance à l'intrusion de l'armée dans les écoles s'organise : plus de 60 collectifs départementaux « anti-symbiose » se créent, des revues anti-militaristes sont publiées comme Le Rire (Réseau d'Information aux Réfractaires) ancêtre du journal marseillais CQFD toujours vivant ou la brochure « Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement » du COT d'Albi (Collectif des Objecteurs Tarnais). Dans les manifestations, on entend un tonique slogan : « Une Ecole sans curé, une école sans patron, une école sans armée, une école émancipée ! ».

De la pure vitamine pour s'affranchir de la soumission à l'autorité d'où qu'elle vienne ! Ne nous en privons pas. Participons aux comités locaux contre le Service National Universel pour exiger son arrêt immédiat et la réorientation de ce budget (un « pognon de dingue »!) pour l'éducation, la santé, la vie associative et culturelle, des services publics dignes de ce nom...

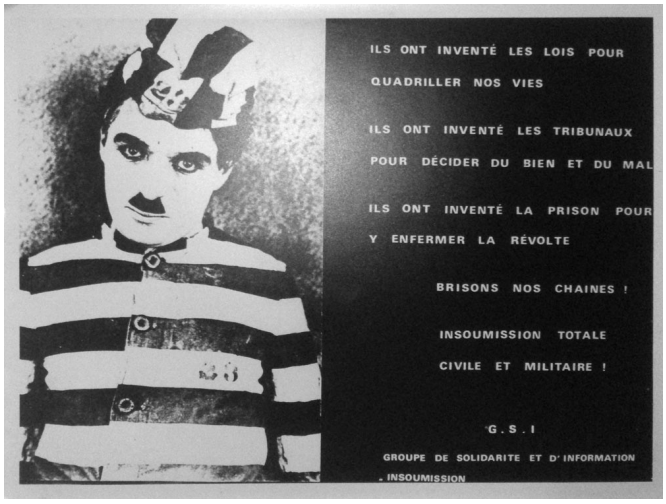
Les jeunes n'ont pas besoin que des militaires en képi viennent leur faire la leçon sur la nécessité de l'engagement. Ils et elles s'engagent déjà... mais pas pour la guerre impérialiste ! Luttes contre le racisme et les violences policières, mobilisations pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour ledroit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

- **dénoncer la production et les ventes d'armes, boycotter les manuels « Bolloré »** : l'argent n'a pas d'odeur et les capitalistes ne cherchent que leurs profits immédiats. Produire et vendre des armes aux quatre coins de la planète est une de ces activités lucratives qui alimentent des conflits au détriment de la coopération et de la solidarité entre les peuples. Rappelons que plusieurs centaines de milliers de yéménites sont tombé.es récemment sous des balles de fabrication françaises. Le fait que ces mêmes marchands de mort s'accaparent des éditions scolaires comme la famille Dassault ou le groupe Bolloré est un danger pour l'école, que nous voulons démocratique et émancipatrice. Tout comme les dockers qui refusent de charger les containers contenant des armes, affranchissons-nous de ces maisons d'éditions qui virent couleur kaki et construisons nos propres outils pédagogiques.

- **Travaillons à développer la solidarité internationale et soutenons les peuples des anciennes colonies françaises en Afrique, ainsi que des colonies actuelles, qui dénoncent la présence de l'armée française dans leur pays et demandent son départ**. La « grandeur de la France » est chère aux présidents qui se succèdent, aux nationalistes et aux patriotes qui nous inondent de discours nauséabonds, aux fascistes et aux racistes qui pullulent dans le paysage politique actuel… Mais qui expliquera aux enfants que cette place française sur la scène internationale est basée sur une histoire coloniale sanglante, une exploitation éhontée des peuples, un pillage de ressources minières qui ne nous appartiennent pas, une vision raciste du monde qui conduit à mettre en place un tri très sélectif dans l'accueil des immigrant.es et des réfugié.es ? Qui, sinon une école débarrassée des patrons, des marchands de canons, des curés, des flics... et de la « bidassite aiguë » qui motive cet écrit ! L'école, celle que nous voulons, doit permettre aux enfants de devenir des adultes libres, confiant.es et émancipé.es, capables de réfléchir à des solutions pour permettre l'accès universel à l'eau potable, plutôt qu'à développer des avions de combat... L'armée à l'école, c'est une grave entrave contraire à cette éducation : dehors les casqués !

Nous ne sommes pas les premier.ères à être confronté.es au virus kaki et à la propagande militariste. Revisitons l'histoire populaire pour trouver nos propres armes pour le combattre et refuser ce monopole de la violence à l'État et son armée. Comme par le passé, le remède passe par le refus d'obéir et de se soumettre. L'engagement, quel qu'en soit la stratégie, doit se faire avec une perspective révolutionnaire. Salut aux Communard.es de 1871, aux mutins de 1917, aux antifascistes des Brigades Internationales, au groupe Manouchian, aux combattant.es du FLN et aux déserteurs qui ont refusé de participer à la guerre d'Algérie, aux paysan.nes du Larzac, aux objecteurs de conscience d'hier et d'aujourd'hui, aux militant.es du quotidien qui changent le monde, aux insoumis.es et aux rebelles qui ne se laissent ni manipuler, ni embrigader…

N'effaçons pas leurs traces, suivons les !



Mobilisons nous pour une semaine d'action contre la dissolution du Collectif Palestine Vaincra !

En quelques jours et à la demande d'Emmanuel Macron, Gérald Darmanin aura donc dissout le Collectif Palestine Vaincra qui déposera prochainement un recours devant le Conseil d'État. Cette décision purement politique intervient au terme d'une campagne de diffamation menée par l'extrême droite israélienne et ses relais en France. Pendant trois ans et aux côtés d'autres organisations, le Collectif Palestine Vaincra a multiplié les stands d'informations, les rassemblements, les manifestations et les campagnes de mobilisation en soutien au peuple palestinien : autant d'occasions d'afficher clairement des positions antiracistes et anticolonialistes.

La dissolution qui touche aujourd'hui le Collectif Palestine Vaincra est donc un pas de plus dans la criminalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine. Car c'est bien l'ensemble des organisations progressistes et solidaires qui sont visées aujourd'hui à travers cette attaque. Plus que jamais nous devons faire front contre cette offensive liberticide gravissime et ces atteintes récurrentes aux droits les plus élémentaires d'association et d'expression !

Le **Comité contre la dissolution du Collectif Palestine Vaincra** qui regroupe des organisations syndicales, politiques, collectifs et associations, appelle à une semaine de mobilisation mi avril (date à fixer) contre la dissolution du Collectif Palestine Vaincra et contre la criminalisation de la solidarité avec la Palestine à la veille du recours au Conseil d'État de ce collectif toulousain. Une cagnotte de soutien sera prochainement mise en place.

Comité contre la dissolution du Collectif Palestine Vaincra 22 mars 2022

Compte-rendu de la conférence de Saïd Bouamama

Samedi 5 mars dernier, dans le cadre de la campagne antiracisme et solidarité, Saïd Bouamama nous a fait l'honneur de venir à Toulouse donner une conférence.
La salle de l'Astronef, café associatif qui a célébré ses 4 ans ce mois-ci, était comble, ou presque, et les oreilles étaient dirigées vers la chaise de bar de laquelle l'orateur s'exprimait. Les yeux étaient également tournés en direction des interprêtes qui signaient en direct la conférence en LSF.
En octobre dernier, le dernier livre de Saïd Bouamama a été publié aux éditions Syllepse. Intitulé "Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur. Capitalisme, immigrations, racisme", la conférence qu'il a donnée en est largement inspirée.
En voici quelques fragments, issus de notes prises un peu à la dérobée lors de cet exposé captivant.

1492 : prémices du capitalisme, basculement colonial

Il est courant de dater le commencement de l'ère moderne au début de la révolution industrielle et à la mise en place des premières industries de masse en Angleterre. C'est à partir de ce moment que le mode de production capitaliste serait devenu (ou se serait mis en passe de devenir) le principal mode de production et d'exploitation mondial, entraînant la transformation des rapports sociaux (dans la durée), ainsi que l'extension de la marchandisation à des pans entiers de la vie quotidienne.

Une date est moins évoquée, pourtant point de basculement dans la trajectoire du monde humain, il s'agit de 1492 et du début de la conquête des Amériques par les puissances européennes. Cette invasion marque le début de l'extermination des civilisations amérindiennes et de l'appropriation des humains à un niveau industriel (par la réduction en esclavage), des ressources et des terres présentes sur le continent. Il s'agit d'un saut qualitatif dans l'accumulation primitive qui est à l'origine de la puissance économique des futures puissances industrielles. L'on assiste pour la première fois dans l'histoire humaine à un phénomène de mondialisation des échanges. Cette mondialisation n'est bien sûr pas, comme le récit libéral le représente, une histoire d'échanges entre éga-ux·les, mais l'organisation de la planète en une structure "centre dominant" - "périphérie dominée".
Ce rapport de domination est l'origine historique de la dette, constituée grâce aux pillages des pays européens et elle-même pérennisant dans le temps long cette domination.

Il est d'ailleurs déplorable que cette question soit aujourd'hui absente de (quasiment) tous les propos : par la colonisation, les pays européens ont contracté une dette à l'égard des populations qu'ils ont dominées par la violence, cette situation ayant créé un manque à gagner en termes de "développement" (médecine, agriculture, infrastructures...) et ils continuent à voler des ressources. Il est alors paradoxal que l'on considère que les pays dominés ont une dette envers les pays dominants, l'on devrait plutôt considérer l'inverse : les pays dominants devraient alors rembourser les pays dominés jusqu'à ce que ces derniers aient atteint un niveau de "développement" similaire.

La conquête des Amériques marque le début d'une immigration de masse au service de la production capitaliste. En premier lieu par la traite des personnes africaines, réduites en esclavage sur leurs terres d'origine, échangées contre des pacotilles et envoyées dans d'atroces conditions travailler aux Amériques, pour alimenter la plus-value de surexploitation qui file dans les poches des dominants.

Au fil des siècles et après la lente interdiction de l'esclavage, l'exploitation des personnes issues de la périphérie n'a pas cessé et les dominants ont sans arrêt utilisé l'immigration pour augmenter leur plus-value de production. Les exemples ne manquent pas au cours des siècles (immigration irlandaise aux États-Unis, algérienne, italienne, portugaise en France, bretonne et auvergnate à Paris, pour ne citer que celles-là), tous ces exemples ayant en commun d'être une immigration qui a pour fonction la segmentation du marché du travail.
Conséquences :
- une abondance de force de travail en faveur des capitalistes qui peuvent faire jouer la concurrence entre les travailleur·euses,
- plus de facilité à imposer des conditions de travail indécentes et un salaire minimal aux travailleur·euses immigré·es, en provenance de régions périphériques dominées (colonialisme) qui connaissent donc déjà une situation de domination et sont plus à mêmes d'accepter ces conditions, et moins armé·es en terre étrangère pour s'y opposer.

Le mouvement ouvrier, du moins une partie, va travailler à une unité de la classe ouvrière, incluant la classe des travailleur·euses immigré·es, dans la lutte contre le système capitaliste. Le principal obstacle sur cette voie est le racisme, qui divise la classe ouvrière et introduit une hiérarchie, une hétérogénéité dans la classe ouvrière.

Le racisme instrumentalisé comme idéologie de justification

C'est à ce niveau également que 1492 est un point de rupture : cette date marque l'apparition du racisme, qui est employé comme idéologie de justification.
Si l'on peut parfois entendre que le racisme existe depuis aussi longtemps que l'humanité elle-même, il y a dans cette affirmation une confusion entre racisme et ethnocentrisme. L'idéologie raciste est bien concomitante de l'invasion des Amériques par les pays européens.
Le racisme comme idéologie de justification donc de nombreux processus :
- extermination des civilisations dans les territoires américains et océaniens,
- colonisation des pays africains, massacres de masse et déportation des africain·es
- division de la classe ouvrière dans les pays occidentaux, les immigré·es étant désigné·es comme responsables du chômage, ainsi que des conditions d'exploitation imposées par les capitalistes.
L'immigration est assortie d'une assignation économique et spatiale.

Le racisme, de biologiste jusqu'au début du 20ème siècle va alors muter en un racisme culturaliste lors du passage au second âge du capitalisme, âge des monopoles, une mutation qui sera alors accomplie après la seconde guerre mondiale.
En France, au cours des années 1960 et après l'indépendance d'une partie des colonies, s'opère une transformation dans le statut et la considération accordées aux enfants d'immigré·es. Alors que jusqu'ici n'étaient marqué·es du stigmate xénophobe que les personnes ayant elles-mêmes immigré en France, leurs descendant·es commencent à en être elleux aussi victimes de plus en plus systématiquement.

Avec les années 90, le capitalisme entre dans un nouvel âge en passant à une nouvelle phase de mondialisation. Afin d'augmenter leur plus-value, les grandes entreprises capitalistes délocalisent une partie de leur production dans les pays de la périphérie. Pour que cette manœuvre soit plus efficace, il devient nécessaire de fermer les frontières (pour plus de main d'œuvre sur place). Ceci dit, il est quand même nécessaire de conserver dans les pays du centre une population dominée, qui n'a pas le même statut ni les mêmes droits que le reste de la population (sans-papiers).

En France, « intégration » ou exclusion

Pour se pencher un peu plus sur le cas de la France : face à l'intensité de la lutte des classes à partir du 19ème siècle, les classes dominantes ont utilisé le chauvinisme de façon très importante à des fins d'instrumentalisation. Les valeurs de la république en sont un visage actuel, cette prétendue universalité et cette interprétation guerrière de la laïcité.
Les personnes issues de l'immigration sont alors sommées d'adhérer pleinement à ces valeurs et d'en faire la preuve, tout en restant perpétuellement suspectes. Ce mythe national français constitue ainsi la matrice d'une certaine fascisation de la société française.

Il n’est pas envisageable de lutter contre le système capitaliste sans faire de l’antiracisme un axe prioritaire de combat. Le racisme et ses conséquences oppriment au quotidien, en France notamment, une partie importante de la classe travailleuse. Ignorer ces mécanismes de domination revient à poursuivre des intérêts spécifiques à une partie de la population, voire potentiellement à contribuer à accentuer cette domination. Il est plus que regrettable que certaines organisations se proclamant anticapitalistes considèrent encore aujourd’hui que l’antiracisme est source de division du mouvement ouvrier, c’est d’autant plus regrettable que c’est le racisme lui-même qui sert à diviser la population.